



RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL DE TRANSPORTS CANADA (NON AUDITÉ)

Pour le trimestre terminé le 30 juin 2025



Transports
Canada

Transport
Canada

Canada 

TRANSPORTS CANADA

Rapport Financier Trimestriel

Pour le trimestre terminé le 30 juin 2025

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par le ministre des Transports, 2025, Ottawa, Canada

No de catalogue : T12-12F-PDF

ISSN : 2819-201X

TP 15635F

This document is also available in English under the title: Quarterly Financial Report of Transport Canada (unaudited) for the quarter ended June 30, 2025

TRANSPORTS CANADA

Rapport Financier Trimestriel

Pour le trimestre terminé le 30 juin 2025

Table des matières

COMPTE RENDU SOULIGNANT LES RESULTATS, LES RISQUES ET LES CHANGEMENTS IMPORTANTS QUANT AU FONCTIONNEMENT, AU PERSONNEL ET AUX PROGRAMMES	-4-
1. INTRODUCTION	-4-
1.1 POUVOIR, MANDAT ET ACTIVITES DE PROGRAMME	-4-
1.2 METHODE DE PRESENTATION DU RAPPORT	-4-
2. FAITS SAILLANTS DES RESULTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS ET CUMULATIFS	-5-
2.1 ETAT DES AUTORISATIONS	-5-
2.2 TABLEAU DES DEPENSES BUDGETAIRES MINISTERIELLES PAR ARTICLE COURANT	-7-
3. RISQUES ET INCERTITUDES	-9-
4. CHANGEMENTS IMPORTANTS QUANT AU FONCTIONNEMENT, AU PERSONNEL ET AUX PROGRAMMES	-10-
ETAT DES AUTORISATIONS (NON AUDITE)	-11-
DEPENSES BUDGETAIRES MINISTERIELLES PAR ARTICLE COURANT (NON AUDITE)	-12-

Compte rendu soulignant les résultats, les risques et les changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes

1. Introduction

Le présent rapport financier trimestriel a été préparé par la direction tel qu'exigé par [l'article 65.1 de la Loi sur la gestion des finances publiques](#) et selon les modalités prescrites dans *la Directive sur les normes comptables, GC 4400 Rapport financier trimestriel des ministères*.

Le rapport trimestriel devrait être lu de concert avec le Budget principal des dépenses.

Ce rapport trimestriel n'a pas fait l'objet d'un audit externe ou d'un examen.

1.1 Pouvoir, mandat et activités de programme

Une description sommaire des activités de programme de Transports Canada est présentée dans le [Budget des dépenses 2025-2026 - Canada.ca](#).

1.2 Méthode de présentation du rapport

Ce rapport trimestriel a été préparé par la direction en utilisant une comptabilité axée sur les dépenses. L'état des autorisations joint à ce rapport inclut les autorisations de dépenser de Transports Canada accordées par le Parlement et utilisées par Transports Canada, de manière cohérente avec le Budget principal des dépenses. Ce rapport financier trimestriel a été préparé en utilisant un référentiel à usage particulier conçu pour répondre aux besoins d'information financière à l'égard de l'utilisation des autorisations de dépenser.

Le gouvernement ne peut dépenser sans l'autorisation préalable du Parlement. Les autorisations sont accordées par l'entremise de lois de crédits, sous forme de limites annuelles, ou par l'entremise de lois sous forme de pouvoirs législatifs de dépenser à des fins déterminées.

Lorsque le Parlement est dissous pour la tenue d'une élection générale, l'article 30 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* autorise le gouverneur général, sous certaines conditions, à émettre un mandat spécial autorisant le gouvernement à retirer des fonds du Trésor. Un mandat spécial est considéré comme un crédit relatif à l'exercice au cours duquel il a été établi.

Transports Canada utilise la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale pour la préparation de ses états financiers annuels qui font partie du processus de rapport sur les résultats ministériels. Toutefois, les pouvoirs de dépenser votés par le Parlement sont encore en fonction d'une comptabilité axée sur les dépenses.

TRANSPORTS CANADA

Rapport Financier Trimestriel

Pour le trimestre terminé le 30 juin 2025

2. Faits saillants des résultats financiers trimestriels et cumulatifs

2.1 État des autorisations

Les autorisations totales disponibles de Transports Canada ont diminué d'environ 1 081 millions de dollars, passant de 4 258 millions de dollars au 30 juin 2024 à 3 177 millions de dollars au 30 juin 2025, tel que résumé ci-après :

Tableau 1 : Changements importants dans les autorisations (en milliers de dollars) :

Autorisations ⁽¹⁾	2025-2026 ⁽²⁾	2024-2025 ⁽²⁾	Variance
Crédit 1 – Dépenses nettes de fonctionnement	956 317	1 013 502	(57 185)
Crédit 5 – Dépenses en capital	210 635	248 382	(37 747)
Crédit 10 – Subventions et contributions	1 695 272	2 718 973	(1 023 701)
Autorisations législatives budgétaires ⁽¹⁾	314 712	276 856	37 856
Autorisations totales	3 176 936	4 257 713	(1 080 777)

Notes :

(1) Voir l'État des autorisations pour plus de détails.

(2) Les chiffres étant arrondis, leur somme pourrait ne pas correspondre au total indiqué ou détails fournis ailleurs.

L'état des autorisations présenté à la fin du rapport présente les autorisations totales disponibles, les autorisations utilisées au cours du trimestre, le cumul des autorisations utilisées pour l'exercice en cours, ainsi que les chiffres comparatifs de l'exercice précédent. Par rapport à l'année précédente, les principales variations observées au 30 juin 2025 sont expliquées ci-après.

2.1.1 Crédit 1 – Dépenses nettes de fonctionnement (diminution de 57 millions de dollars)

Les dépenses de fonctionnement prévues ont diminué de 57 millions de dollars de 2024-2025 à 2025-2026 notamment expliquées par les facteurs suivants :

- Diminution des autorités de :
 - 100 millions de dollars pour l'initiative du train à grande vitesse ;
 - 13 millions de dollars pour le Fonds national des corridors commerciaux ; et
 - 7 millions de dollars pour l'initiative de recentrage des dépenses gouvernementales annoncée dans le budget fédéral de 2023.

TRANSPORTS CANADA

Rapport Financier Trimestriel

Pour le trimestre terminé le 30 juin 2025

- Compensée par une augmentation de :
 - 22 millions de dollars pour Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux ;
 - 10 millions de dollars en raison de la mise à jour des taux de rémunération de diverses conventions collectives ;
 - 8 millions de dollars pour le renouvellement du Programme d'habilitation de sécurité en matière de transport ;
 - 7 millions de dollars pour le gel des tarifs de péages pour le pont de la Confédération ;
 - 5 millions de dollars pour la création d'un Bureau national de la chaîne d'approvisionnement ;
 - 4 millions de dollars pour le Programme de transfert des installations portuaires ; et
 - 4 millions de dollars pour le projet de Voie de contournement ferroviaire de Lac Mégantic.

2.1.2 Crédit 5 – Dépenses en capital (diminution de 38 millions de dollars)

Les dépenses en capital autorisées ont diminué de 38 millions de dollars de 2024-2025 à 2025-2026 expliquées largement par les facteurs suivants :

- Diminution des autorités de :
 - 49 millions de dollars pour la construction du hangar d'Iqaluit dans le cadre du Programme national de surveillance aérienne ;
 - 10 millions de dollars pour Programme des véhicules moyens et lourds zéro émission ;
 - 3 millions de dollars pour la sûreté aérienne ; et
 - 2 millions de dollars pour le Projet de reconstruction du quai des pêcheurs, Port de Cap-aux-Meules.
- Compensée par une augmentation de :
 - 18 millions de dollars pour les aéroports et ports régionaux et éloignés de Transports Canada ; et
 - 9 millions de dollars pour le Programme des services de traversiers dans l'Est du Canada.

2.1.3 Crédit 10 – Subventions et contributions (diminution de 1 024 millions de dollars)

Les autorisations de subventions et de contributions ont diminué de 1 024 millions de dollars de 2024-2025 à 2025-2026 expliquées en grande partie par les facteurs suivants :

- Diminution des autorités de :
 - 926 millions de dollars pour le Programme d'incitatifs pour l'utilisation de véhicules zéro émission ;
 - 87 millions de dollars pour le Programme des infrastructures essentielles des aéroports ;
 - 49 millions de dollars pour le Fonds national des corridors commerciaux ;
 - 22 millions de dollars pour le Programme d'amélioration de la sécurité ferroviaire ; et
 - 11 millions de dollars pour le Programme de contribution pour les services de traversier.
- Compensée par une augmentation de :
 - 29 millions de dollars pour le Programme de transfert des installations portuaires ;
 - 24 millions de dollars pour le Programme ferroviaire voyageur dans les collectivités éloignées ; et

TRANSPORTS CANADA

Rapport Financier Trimestriel

Pour le trimestre terminé le 30 juin 2025

- 20 millions de dollars pour le Programme du corridors maritimes verts.

2.1.4 Autorisations législatives budgétaires (augmentation de 38 millions de dollars)

Les dépenses prévues pour les autorisations législatives budgétaires ont augmenté de 38 millions de dollars principalement en raison d'une augmentation du financement de 24 millions de dollars pour la Corporation de gestion de la Voie maritime du Saint-Laurent (CGVMsL), ainsi qu'une augmentation de 2 millions de dollars pour le programme de subvention pour l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland, une augmentation de 1 million de dollars pour les versements à la Compagnie de chemin de fer nationaux du Canada pour la réfection de la voie de circulation du pont Victoria et une augmentation de 10 millions de dollars pour les régimes d'avantages sociaux des employés.

La CGVMsL est responsable de gérer et d'exploiter la Voie maritime et d'entretenir, de réparer, d'acquérir et de remplacer les actifs de la Voie maritime navigable appartenant au gouvernement. Transports Canada est responsable de financer les besoins financiers de la CGVMsL nets de ses revenus.

2.2 Tableau des dépenses budgétaires ministérielles par article courant

Le tableau des dépenses budgétaires ministérielles par article courant présenté à la fin du rapport, dresse la liste des dépenses annuelles prévues, des dépenses pour le trimestre et le cumul des dépenses pour l'exercice en cours ainsi que les chiffres comparatifs de l'exercice précédent. Globalement, le cumul des dépenses de 433 millions de dollars à la fin du premier trimestre de 2025-2026 représente 14% des dépenses annuelles prévues, ce qui est comparable à celui du premier trimestre de 2024-2025 où 636 millions de dollars représentait 15% des dépenses annuelles prévues.

Historiquement, la plupart des dépenses de grande valeur en subventions et contributions pour des projets d'infrastructure se produisent au cours du quatrième trimestre. Cela est attribuable au fait que la majorité des bénéficiaires soumettent leurs demandes de remboursement au dernier trimestre suivant la période de construction de l'été et de l'automne. Pour certaines catégories de dépenses de fonctionnement, les dépenses cumulatives réelles représentent seulement une petite partie des dépenses prévues, ce qui est consistant avec les années précédentes et avec les autres ministères du gouvernement fédéral. Ceci est surtout attribuable à un décalage entre la date où les biens ou services ont été obtenus et le moment lorsque les factures ont été reçues. De plus, il y a une augmentation des coûts opérationnels dans le dernier trimestre une fois que les réaffectations des budgets internes sont complétées, ainsi que lors de l'augmentation du financement pour les nouvelles initiatives dont les dépenses seront principalement encourues au quatrième trimestre.

Les écarts significatifs entre les deux années au 30 juin 2025 sont comme suit :

Dépenses prévues

○ Transports et communications

Les dépenses prévues liées aux *Transports et communications* pour l'année 2025-2026 comparée à 2024-2025 ont augmenté d'environ 12 millions de dollars en raison des inflations touchant les déplacements, la réinstallation, l'affranchissement et les télécommunications.

TRANSPORTS CANADA

Rapport Financier Trimestriel

Pour le trimestre terminé le 30 juin 2025

○ Services professionnels et spéciaux

Les dépenses prévues reliées aux *Services professionnels et spéciaux* pour l'année 2025-2026 comparée à 2024-2025 ont augmenté d'environ 9 millions de dollars principalement en raison d'une augmentation du financement législatif pour l'Accord sur la Voie maritime du Saint-Laurent pour soutenir la gestion et l'exploitation de la Voie maritime et pour le Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux à l'appui des évaluations environnementales des sites, évaluations et mesures correctives.

○ Acquisition de terrains, bâtiments et travaux

Les dépenses prévues reliées aux *Acquisitions de terrains, bâtiments et travaux* pour l'année 2025-2026 comparée à 2024-2025 ont augmenté d'environ 47 millions de dollars principalement en raison d'une augmentation du financement des aéroports et des ports appartenant à Transports Canada et des dépenses législatives pour la Corporation de gestion de la Voie maritime du Saint-Laurent pour l'acquisition et l'amélioration des actifs de la Voie maritime canadienne.

○ Acquisition de machinerie et matériel

Les dépenses prévues reliées aux *Acquisitions de machineries et matériel* pour l'année 2025-2026 comparées à 2024-2025 ont diminué d'environ 39 millions de dollars principalement en raison d'une diminution du financement de l'Initiative des véhicules zéro émission de véhicules moyens et lourds, des coûts d'acquisition liés au NM Fanafjord et de l'initiative de Programme d'équipe maître et chien entraînée à la détection d'explosifs.

○ Paiements de transfert

Les dépenses prévues reliées aux *Paiements de transfert* pour l'année 2025-2026 comparée à 2024-2025 ont diminué d'environ 1 020 millions de dollars. Les causes de l'écart sont expliquées en grande partie à la section 2.1.3, ainsi que l'augmentation de 3 millions de dollars de la contribution financière législative pour le Programme de subvention pour les passages à niveau du détroit de Northumberland et pour les paiements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada pour l'entretien de la chaussée du pont Victoria.

○ Autres subventions et paiements

Les dépenses prévues reliées aux *Autres subventions et paiements* pour l'année 2025-2026 comparées à 2024-2025 ont diminué d'environ 96 millions de dollars, principalement en raison d'une diminution du financement pour l'initiative du train à grande vitesse, qui n'est pas nécessaire en 2025-2026 en fonction des exigences du projet.

Dépenses cumulatives

○ Services professionnels et spéciaux

Les dépenses cumulatives reliées aux *Services professionnels et spéciaux* au 30 juin 2025 ont diminué d'environ 9 millions de dollars par rapport à 2024-2025 expliquées en grande partie par la diminution de 9 millions de dollars dans les services juridiques.

○ Paiements de transfert

Les dépenses cumulatives reliées aux *Paiements de transfert* au 30 juin 2025 ont diminué d'environ 185 millions de dollars par rapport à 2024-2025 expliquées en grande partie par les facteurs suivants :

- 210 millions de dollars pour le Programme d'incitatifs pour l'achat de véhicules zéro émission ; et

- 3 millions de dollars pour projet de la Voie de contournement ferroviaire de Lac Mégantic.
- Compensée par une augmentation de :
 - 13 millions de dollars pour le Fonds national des corridors commerciaux ;
 - 10 millions de dollars pour la Subvention à la province de la Colombie-Britannique à l'égard de la prestation de services de traversier et de cabotage pour marchandises et voyageurs ; et
 - 5 millions de dollars pour le Programme de contributions pour les services ferroviaires voyageurs.

3. Risques et incertitudes

Transports Canada évolue dans un environnement dynamique influencé par l'évolution des cadres stratégiques, les attentes des parties prenantes et les conditions externes. En réponse à cela, Transports Canada tient à jour un profil de risque ministériel qui identifie et évalue les risques de haut niveau susceptibles d'affecter la réalisation des objectifs et des priorités du ministère. L'identification et la gestion des risques sont essentielles pour soutenir l'établissement efficace des priorités, la planification, l'allocation des ressources, l'élaboration des politiques et la communication des résultats.

Transports Canada prend des mesures importantes pour soutenir la résilience et la prospérité économiques grâce à la rationalisation du commerce à l'échelle du Canada, à une croissance propre et à la sûreté et la sécurité nationales. Au cours de l'année à venir, Transports Canada continuera de s'employer à accroître la sécurité et la sûreté dans tous les modes de transport, de renforcer l'efficacité et la fiabilité des chaînes d'approvisionnement du Canada en matière de transport, d'améliorer l'expérience des passagers et passagères au moyen de réseaux de transport plus accessibles, de veiller à l'avancement des initiatives de réduction des émissions nocives et d'appuyer la transition vers un réseau de transport carboneutre. Ces efforts comportent des risques liés aux changements législatifs, à la mise en œuvre du recouvrement des coûts et à la réalisation des gains d'efficacité prévus. Transports Canada continuera de gérer ces risques grâce à des cadres solides de gouvernance, de surveillance et de gestion des risques, en mettant l'accent sur la réalisation de la priorité du gouvernement de dépenser moins pour les opérations gouvernementales dans le cadre de l'examen exhaustif des dépenses.

Afin d'appuyer cette priorité et d'assurer une gestion efficace des effectifs qui soit compatible avec la viabilité financière pluriannuelle des salaires, Transports Canada a mis sur place un comité de gestion des effectifs chargé d'assurer une surveillance horizontale et une prise de décision cohérente en matière de mesures de dotation et d'approches de gestion des effectifs à l'échelle du ministère.

Transports Canada continue de soutenir le secteur des transports et d'atténuer les perturbations environnementales et économiques en maintenant des pratiques de gestion des urgences, en collaborant avec ses partenaires sur les priorités et en faisant avancer les projets d'infrastructure clés. Cela comprend la création, en avril 2025, du Groupe des projets majeurs, chargé de superviser, de faciliter et de gérer les risques liés aux grands projets d'infrastructure relevant du mandat du ministère, notamment l'initiative du train à grande vitesse et le projet de Voie de contournement ferroviaire de Lac-Mégantic.

TRANSPORTS CANADA

Rapport Financier Trimestriel

Pour le trimestre terminé le 30 juin 2025

4. Changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes

Les changements suivants dans les cadres supérieurs sont survenus au cours du premier trimestre :

- Le 4 juin 2025, il a été annoncé qu'en mars, Nadia Lécuyer était devenue la première ombuds organisationnelle de Transports Canada, travaillant directement pour le sous-ministre afin de constituer une équipe et de solidifier le mandat et les services du Bureau de l'ombuds.
- Le 13 mai 2025, le premier ministre a annoncé la nomination de l'honorable Chrystia Freeland au poste de ministre des Transports et du Commerce intérieur.
- Le 14 avril 2025, à la suite de la nomination de Fred Gaspar pour assumer le rôle de vice-président, chef des relations avec les intervenants et des communications à NAV CANADA, la sous-ministre et le sous-ministre déléguée ont annoncé que Vincent Robitaille, sous-ministre adjoint chargé du train à grande vitesse, assumerait la responsabilité de la réalisation du projet de Lac-Mégantic à compter du 28 avril 2025.

Approuvé par :

Original signé par

Arun Thangaraj,
Sous-ministre

Jaime Caceres,
Dirigeant principal des finances et sous- ministre adjoint,
Services financiers et de gestion

Ottawa, Canada

Ottawa, Canada

Date : 21 août 2025

Date : 15 août 2025

TRANSPORTS CANADA

Rapport Financier Trimestriel

Pour le trimestre terminé le 30 juin 2025

État des autorisations (non audité)

<i>(en milliers de dollars)</i>	Exercice 2025-2026			Exercice 2024-2025		
	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026 ⁽¹⁾	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 30 juin 2025	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2025 ⁽¹⁾	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 30 juin 2024	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement	1 068 710	215 521	215 521	1 120 875	240 813	240 813
Crédit 1 – Revenus à valoir sur le crédit	(112 393)	(16 420)	(16 420)	(107 373)	(12 701)	(12 701)
Crédit 1 – Dépenses nettes de fonctionnement	956 317	199 101	199 101	1 013 502	228 112	228 112
Crédit 5 – Dépenses en capital	210 635	10 223	10 223	248 382	11 778	11 778
Crédit 10 – Subventions et contributions	1 695 272	71 145	71 145	2 718 973	255 771	255 771
Autorisations législatives budgétaires						
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	113 769	28 442	28 442	103 553	25 858	25 858
Ministre des Transports – Traitement et allocation pour automobile	102	25	25	99	25	25
Versements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada – le pont Victoria, Montréal	4 500	-	-	3 300	1 507	1 507
Paieement de subvention pour l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland	81 053	80 890	80 890	79 031	79 385	79 385
Paieements versés conformément aux ententes de la Voie maritime du Saint-Laurent	115 288	43 600	43 600	90 873	33 600	33 600
Autorisations législatives budgétaires totales	314 712	152 957	152 957	276 856	140 375	140 375
Autorisations totales	3 176 936	433 426	433 426	4 257 713	636 036	636 036

Note :

- (1) N'incluent que les autorisations disponibles pour l'exercice et accordées par le Parlement à la fin du trimestre.

TRANSPORTS CANADA

Rapport Financier Trimestriel

Pour le trimestre terminé le 30 juin 2025

Dépenses budgétaires ministérielles par article courant (non auditées)

<i>(en milliers de dollars)</i>	Exercice 2025-2026			Exercice 2024-2025		
	Dépenses prévues pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026	Dépensées durant le trimestre terminé le 30 juin 2025	Cumul des dépenses à la fin du trimestre	Dépenses prévues pour l'exercice se terminant le 31 mars 2025	Dépensées durant le trimestre terminé le 30 juin 2024	Cumul des dépenses à la fin du trimestre
Dépenses:						
Personnel	857 459	213 008	213 008	853 608	214 764	214 764
Transports et communications	28 272	5 285	5 285	16 736	6 268	6 268
Information	10 568	1 318	1 318	8 707	931	931
Services professionnels et spéciaux	225 009	18 971	18 971	216 419	28 282	28 282
Location	23 861	7 324	7 324	19 858	8 242	8 242
Réparation et entretien	21 866	2 530	2 530	19 411	2 756	2 756
Services publics, fournitures et approvisionnements	17 421	2 366	2 366	16 786	3 290	3 290
Acquisition de terrains, bâtiments et travaux	204 385	33 565	33 565	157 553	21 701	21 701
Acquisition de machinerie et matériel	83 810	6 100	6 100	123 075	9 479	9 479
Paiements de transfert	1 780 825	152 035	152 035	2 801 304	336 664	336 664
Autres subventions et paiements	35 853	7 344	7 344	131 629	16 360	16 360
Dépenses budgétaires brutes totales	3 289 329	449 846	449 846	4 365 086	648 737	648 737
Moins les revenus affectés aux dépenses:						
Recettes nettes en vertu d'un crédit	(112 393)	(16 420)	(16 420)	(107 373)	(12 701)	(12 701)
Total des revenus affectés aux dépenses	(112 393)	(16 420)	(16 420)	(107 373)	(12 701)	(12 701)
Dépenses budgétaires nettes totales	3 176 936	433 426	433 426	4 257 713	636 036	636 036